LA PANDÉMIE, UNE AUBAINE POUR LES POLLUEURS :

COMMENT L'INDUSTRIE FOSSILE PROFITE DES PLANS DE RELANCE POUR ASSEOIR L'HÉGÉMONIE DE L'ÉNERGIE SALE

Background photo created by pressfoto - www.freepik.com

FOSSIL FREE POLITICS

INTRODUCTION

L'industrie des énergies fossiles a trouvé dans la pandémie en cours un moyen d'étendre son emprise, de capter des fonds publics destinés à la relance et d'imposer de fausses solutions laissant présager d'une véritable catastrophe climatique. La COVID-19 est une crise sanitaire mondiale qui, rien qu'en Europe, a touché plus de 4,2 millions de personnes et fait près de 215 000 victimes.[1] Mais comme avec tant d'autres crises avant elle, qu'elles soient financières (2008) ou climatiques, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. L'épidémie a mis en exergue les inégalités existantes, accablant sans commune mesure les populations précaires ou marginalisées et les minorités.[2]

Depuis longtemps déjà, les grandes entreprises considèrent les crises comme de formidables opportunités de faire des bénéfices. Au lendemain de celle de 2008, les banques avaient pu compter sur la générosité des États, alors même que nombre de familles se voyaient dépossédées de leurs maisons. Depuis des décennies, l'histoire de la filière des énergies fossiles est jalonnée de lois formulées à son avantage, de déni de la science et de manœuvres visant à retarder, affaiblir voire purement saborder l'action en faveur du climat – tout cela bien sûr en continuant allègrement à engranger des milliards de bénéfices, à réchauffer la planète et à décimer des communautés entières.[3] Mais comment ces grands noms des combustibles fossiles et leurs lobbys s'y prennent-ils pour tirer parti de la pandémie ? Et à qui va profiter l'argent public débloqué pour amorcer la relance post-COVID-19 ?

Un simple examen du lobbying exercé par l'industrie fossile durant la crise et des bénéficiaires des plans de sauvetage mis en œuvre au niveau de l'UE, en Italie, en France et dans d'autres États membres, fait ressortir des tendances aussi frappantes qu'alarmantes. Cette industrie s'emploie à promouvoir ses fausses solutions dans le cadre de programmes de relance ou s'appuie sur une puissance de feu systémique pour s'arroger des fonds publics censés amorcer la reprise économique. Ce faisant, elle enferme toujours plus l'Europe dans sa dépendance aux énergies sales, alors même que notre seul espoir d'enrayer la dégradation du climat est de maintenir la grande majorité des réserves de charbon, de gaz et de pétrole dans le sol. La crise lui sert également de prétexte pour tenter de retarder l'action en faveur du climat et œuvrer en faveur d'une déréglementation en matière d'environnement, aidée en cela par sa facilité d'accès aux décideurs de haut niveau tandis que régresse la transparence autour du lobbying et des procédures décisionnelles.
Le modèle économique prôné par l'industrie des énergies fossiles met en péril notre présent et notre avenir. Pour mettre un frein à son insidieuse influence, l'empêcher de profiter davantage de l'urgence à laquelle nous confronte la pandémie et perpétuer ses pratiques polluantes, **la politique doit s'affranchir de l'industrie des énergies fossiles.**

A. PROMOUVOIR DE FAUSSES SOLUTIONS DANS LE CADRE DE LA RELANCE POST-COVID-19

Au niveau de l'UE comme dans nombre d'États membres, le lobby pro-énergies fossiles fait pression en faveur de l'intégration dans les plans de relance post-COVID-19 de fausses solutions reposant sur ce type de combustibles (voir encadré 1).

En **ITALIE,** le secteur des énergies fossiles prêche en faveur d'un programme de relance qui fait la part belle au gaz, à l'hydrogène et au Captage et stockage de carbone (CSC) (voir encadré 1). Ainsi la Snam, entreprise italienne spécialisée dans les infrastructures gazières, et Confindustria Energia, le lobby des entreprises de l'énergie fossile, viennent de rendre un rapport conjoint, qui présente les investissements dans les infrastructures énergétiques comme le moteur de la reprise économique ; s'ils prétendent que cela est crucial pour parvenir à la décarbonation, ils n'en estiment pas moins que, d'ici 2030, la moitié des investissements porteront sur les combustibles fossiles, en particulier sur les infrastructures de gaz fossile.[4] Lors d'une conférence de presse sur la reprise économique en juin dernier, le Premier ministre italien Conte a ouvertement soutenu le nouveau projet de CSC porté par Eni à Ravenne. Il s'agit selon lui du plus important au monde et une source « d'hydrogène bleu » (les combustibles fossiles sont utilisés pour produire de l'hydrogène tout en appliquant le CSC pour capter le CO2 généré lors du processus).[5] Le risque que les fonds de relance servent à financer de nouveaux gazoducs et terminaux GNL est donc considérable.

ENCADRÉ 1 : EXEMPLES DE FAUSSES SOLUTIONS DE L'INDUSTRIE FOSSILE

Ces fausses solutions aident les entreprises de la filière à maintenir en place, sans trop le chambouler, un modèle commercial polluant : au mieux, elles sont une perte de temps et d'argent ; dans le pire des cas, elles nous exposent à de nouveaux dangers. Loin d'être des remèdes au changement climatique, elles détournent au contraire l'attention des actions réellement nécessaires, en renforçant l'hégémonie des infrastructures fossiles au lieu de poser les jalons d'un système de production d'énergie entièrement renouvelable.[6]

Gaz : à en croire le lobby du gaz, on a ici à faire à un combustible fossile respectueux de l'environnement. Et peu importe tout le carbone et le méthane libérés dans des quantités dangereuses et bien trop élevées pour le climat. Poursuivre l'expansion des nouvelles infrastructures gazières condamne l'Europe à un mode de production d'énergie fossile non viable.

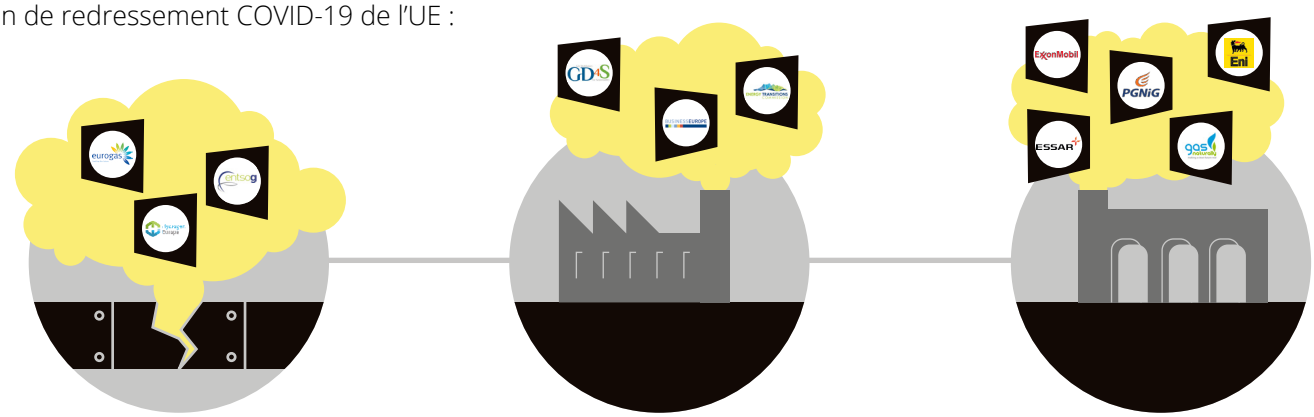
Captage et stockage du carbone (CSC) : un blanc-seing pour perpétuer le modèle énergétique en place : l'idée est de capturer et de stocker sous terre le CO2 émis par les combustibles fossiles. En réalité, on est toujours bien loin – une dizaine d'années au moins – de la viabilité commerciale promise au CSC ; cette technologie risquée, à forte intensité énergétique, n'a toujours pas fait ses preuves et ne fait que repousser l'élimination progressive des combustibles fossiles ; son coût est faramineux, nettement supérieur à celui de la transition vers les énergies renouvelables[7] et les performances en matière de réductions d'émissions ne sont pas à la hauteur des espérances.[8]

Hydrogène : l'hydrogène vert et renouvelable est encensé par la filière comme la panacée du moment. C'est oublier un peu vite que la production actuelle est à 96% d'origine fossile. Malgré l'absence de technologie CSC commercialement viable et l'impossibilité de résoudre totalement le problème des fuites de méthane, le gaz fossile, aux effets très lourds sur le climat, a encore de beaux jours devant lui.[9] La « promesse » d'un hydrogène vert va favoriser l'essor de l'hydrogène d'origine fossile à travers des investissements exorbitants dans les infrastructures nécessaires.

Au **PORTUGAL,** l'élaboration du plan de redressement a été confiée au directeur général de la compagnie pétrolière Partex (voir partie D) ; le résultat ? Un programme qui place parmi les principaux bénéficiaires des fonds de relance, l'hydrogène, la fausse solution préférée de l'industrie des combustibles fossiles (voir encadré 1).[10]

En **FRANCE,** les compagnies gazières telles Engie, GRTgaz et Téréga s'obstinent à promouvoir l'utilisation du gaz comme source d'énergie « à faible émission de carbone », pour le transport notamment, et ne ménagent pas leurs efforts pour propulser le « gaz vert » et l'hydrogène (voir encadré 1) tout en haut du plan de relance, au nom de la transition climatique et de la sacro-sainte « souveraineté énergétique ».[11] Ce faisant, la filière légitime le rôle essentiel joué par les infrastructures gazières dans le développement du « gaz propre ».

Au **NIVEAU DE L'UE,** les lobbies des combustibles fossiles ont, des mois durant, usé de leur force de persuasion pour faire inscrire leurs fausses solutions dans la nouvelle mouture du plan de redressement COVID-19 de l'UE :



AVRIL **MAI** **JUIN**

les lobbies des combustibles fossiles, dont Eurogas, Hydrogen Europe et ENTSO-G, ont sollicité les institutions européennes afin de faire des gaz renouvelables et décarbonés un « pilier central du programme de relance ».[12] La compagnie de gaz espagnole Naturgy a adressé à Kadri Simson, Commissaire européenne à l'énergie, ses propositions de relance économique, dont le développement des « gaz décarbonés » et la promotion des projets d'hydrogène.[13]

l'IOGP, le lobby international des producteurs de pétrole et de gaz, a fait pression sur des députés européens afin qu'ils soutiennent publiquement le CSC et l'hydrogène, les incitant à convaincre la Commission de les faire figurer tout en haut du plan de relance.[14] Le même jour, l'IOGP plaidait la cause du CSC et de l'hydrogène auprès de la Commissaire Simson.[15] La coalition GD4S, qui représente les intérêts des exploitants de réseaux de gaz, dont Italgas et GRDF, a sollicité un rendez-vous virtuel avec cette même commissaire afin de « souligner le rôle des gaz renouvelables » dans les mesures de relance et l'importance des « réseaux de gaz et des gaz propres ».[16] BusinessEurope s'est pour sa part fendu d'un courrier à Mme Simson pour lui détailler sa vision du plan de relance, avec notamment une « importante aide publique au déploiement de technologies essentielles à faible intensité carbonique » comme l'hydrogène et le CSC.[17] Le think tank Energy Transitions Commission — qui compte parmi ses « commissaires » BP et Shell — a également fait part à Mme Simson de ses priorités en matière de relance, avec là encore l'aide publique à l'hydrogène.[18]

une horde de groupes de la filière des combustibles fossiles, dont ExxonMobil, FuelsEurope, PGNiG, Eni et GasNaturally, a écrit à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, priant instamment « l'UE d'investir dans toutes les technologies liées à l'hydrogène », insistant sur le fait que l'hydrogène issu des gaz fossiles était « 2 à 5 fois moins coûteux que l'hydrogène renouvelable ».[19]

Un lobbying qui a déjà porté ses fruits. Dans son discours sur l'état de l'Union en septembre, la Présidente de la Commission, Mme Von der Leyen, s'est dite très favorable aux « vallées de l'hydrogène ». Auparavant, en juillet 2020, le Conseil européen avait pris position concernant le budget de l'UE pour la période 2021-27 et la dotation de 750 milliards d'euros pour l'instrument de relance Next Generation EU, 30 % de l'enveloppe globale devant être consacrés à l'action climatique.[20] Mais le diable est dans les détails ; les lobbyistes précédemment évoqués s'acharnent à faire passer pour une action climatique de fausses solutions à base de combustibles fossiles. À en juger par certains signaux alarmants, ils pourraient bien parvenir à leurs fins. Ainsi, la taxonomie de l'UE pour une finance durable — qui définit les investissements considérés comme « verts » — pourrait déboucher sur davantage d'investissements dans les énergies fossiles. Or, cette taxonomie sera déterminante pour la mise en œuvre des fonds de relance (et des plans de sauvetage de la Banque centrale européenne (BCE) — voir encadré 2). Par trop laxiste, elle autorise l'allocation de deniers publics à des infrastructures gazières avec CSC. Pire encore, le lobby du gaz fossile — qui, selon les estimations de Reclaim Finance, dépense entre 68,8 et 82,9 millions d'euros par an pour présenter le gaz comme une énergie « passerelle »[21] — redoublerait d'efforts dans l'espoir de faire amender la taxonomie à la dernière minute afin d'élargir le champ d'application de la règle de comptabilisation du gaz comme énergie durable.[22] Le plan de relance de l'UE pourrait se révéler une victoire majeure pour les solutions fallacieuses que sont le gaz, mais aussi le CSC et l'hydrogène — avec pour conséquence d'énormes subventions publiques accordées aux infrastructures gazières.

B. CAPTER LES SUBVENTIONS PUBLIQUES LIÉES AU COVID-19

Tous leurs efforts visant à obtenir une partie des financements débloqués en réponse à la crise sanitaire — en s'accaparant les fonds de sauvetage d'urgence et en faisant pression en faveur de l'inclusion de fausses solutions dans les plans de relance — finissent par porter leurs fruits. Les entreprises des énergies fossiles pourraient bien empocher des centaines de millions d'euros de subsides publics au nom de la relance post-COVID-19 — même s'il est bien difficile d'en évaluer la véritable portée face à une telle opacité.[23]

En **ESPAGNE,** le Congrès pour les plans de sauvetage, placé sous la tutelle de l'Instituto de Crédito Oficial (ICO) et de la Sociedad Estatal de Participaciones Industriales (SEPI), n'a fixé ni critère d'exclusion ni condition climatique, environnementale ou sociale contraignante.[24] En mars 2020, le gouvernement a annoncé un fonds public de 100 milliards d'euros de garanties et de prêts destinés aux entreprises. Un fonds certes géré par l'ICO mais redistribué — à leur discrétion — par des banques commerciales privées. 30 % du fonds sont ainsi allés directement à de grandes sociétés. L'ICO ne publie pas le nom des bénéficiaires et ne motive pas davantage ses décisions, mais l'absence de toute exigence environnementale induit un risque élevé de voir ce mécanisme utilisé pour renflouer les caisses d'entreprises de la filière fossile.[25] En juillet, la dotation a été portée à 140 milliards d'euros, plus un fonds de 10 milliards d'euros gérés par la SEPI afin d'assurer la solvabilité de sociétés industrielles « stratégiques »[26]. Les entreprises espagnoles de combustibles fossiles, comme Cepsa, Repsol et Naturgy, ont par ailleurs obtenu le rachat d'obligations par la Banque d'Espagne dans le cadre du Pandemic Emergency Purchase Program de la BCE (voir encadré 2).

En **ITALIE,** le groupe de pétrochimie et d'ingénierie Maire Tecnimont s'est vu accorder un prêt de 365 millions d'euros avalisés par des garanties de l'État, dans le cadre du programme de relance COVID-19 du gouvernement.[27] Et tout porte à croire que l'on ne va pas en rester là : en août 2020, le Ministre du Développement économique a rencontré les dirigeants des plus grandes entreprises de la filière, dont Eni, Enel et la Snam, afin de discuter de projets que le gouvernement italien pourrait soumettre au fonds Next Generation EU pour approbation (avec à la clé, l'accès aux fonds de relance de l'UE).[28] En attendant, la SACE, l'agence italienne de crédit à l'exportation, dispose désormais d'un pouvoir financier accru par le biais de garanties publiques dans le cadre du programme de redressement du pays. Or, la SACE est l'un des principaux soutiens du secteur italien des combustibles fossiles : en 2019, son bénéficiaire numéro un n'était autre que la filière gaz & pétrole (4 milliards d'euros, soit 34 % de l'enveloppe totale). Cet organisme est également engagé dans des projets gaziers très contestés au Mozambique, en Russie avec le GNL de l'Arctique ou encore en République dominicaine avec la centrale au charbon de Punta Catalina.[29] Ces garanties publiques n'étant assorties d'aucune écoconditionnalité et la SACE ne divulguant pas tous les projets et entreprises qu'elle subventionne, le danger que l'argent alloué à la relance tombe dans l'escarcelle de la filière fossile est donc bien réel. Dans la même veine, la Cassa Depositi e Prestiti, la Banque Nationale d'investissement italienne, s'apprête à lancer un programme de rachat d'obligations d'entreprises évalué à 45 milliards d'euros dans le cadre de l'effort de relance, là encore sans la moindre écoconditionnalité ni volonté de transparence, ce qui crée un risque élevé de voir de l'argent public utilisé à des fins de reprise de dettes d'entreprises des énergies fossiles.[30]

En **FRANCE,** les prêts et subventions garantis par le gouvernement ont été accordés à la construction automobile et aéronautique, deux secteurs tributaires des énergies fossiles,[31] plutôt qu'à la filière elle-même. Avec une exception tout de même : Vallourec, un fournisseur de l'industrie pétrolière et gazière, déjà mal en point avant la pandémie.[32] Qui plus est, l'Agence des participations de l'État et Bpifrance, la banque publique d'investissement, ont toutes deux obtenu des fonds discrétionnaires destinés à soutenir des entreprises « stratégiques », au mépris de toute transparence ou de tout critère environnemental. En parallèle, Total, qui avait pourtant indiqué ne bénéficier d'aucune aide publique, a pu compter sur un achat d'obligations par la BCE via la Banque de France (voir encadré 2).[33] De plus, le gouvernement français vient d'annoncer un plan de 7,2 milliards d'euros visant à dynamiser la filière hydrogène et soutenir nombre de projets développés par des entreprises de combustibles fossiles.[34]

ENCADRÉ 2 : LA BCE À LA RESCOUSSE DES GÉANTS DES ÉNERGIES FOSSILES

La Banque centrale européenne (BCE), avec son Pandemic Emergency Purchase Program (PEPP) doté de 750 milliards d'euros, oriente l'aide publique d'urgence de l'UE vers les grandes entreprises, dont celles de la filière des combustibles fossiles.[35] Depuis mars 2020, le Corporate Sector Purchase Program (CSPP) du PEPP rachète à tour de bras de la dette sous forme d'obligations, à des sociétés telles que Repsol, Shell, Eni, OMV, Total Capital, E.ON et la Snam.[36] En juin, la somme ainsi injectée dans les énergies fossiles dépassait déjà les 7 milliards d'euros. Il n'est plus simplement question ici de remettre à flot des entreprises mises à mal par la pandémie, mais bien d'investir dans leur rentabilité à venir : comme l'explique l'Observatori del Deute en la Globalització, la BCE s'est portée acquéreur d'obligations du géant pétrolier et gazier Shell, dont la cote a chuté de 45 % depuis le début de l'année 2020. Le taux de rendement des obligations Shell (à leur échéance dans 4, 8 et 12 ans) dépendra de la solidité de l'entreprise. En d'autres termes, « la BCE établit avec la filière fossile une relation de partage des risques ou une alliance financière et a besoin que les entreprises soient suffisamment performantes sur une période assez longue pour espérer récupérer la valeur nominale des obligations majorée des intérêts. »[37]

En clair, les institutions européennes, qui rachètent de la dette aux entreprises des énergies fossiles, attendent forcément de recouvrer les sommes investies. Elles ont alors tout intérêt à promouvoir des politiques propres à aider ces sociétés à enregistrer de bons résultats financiers, au moins pour la prochaine décennie. Or, ces politiques pro-énergies fossiles sont en totale contradiction avec les orientations requises pour faire face à l'urgence climatique et laisser les énergies fossiles dans le sol. Cette incohérence s'explique par l'absence de critères environnementaux et sociaux clairs et contraignants pour régir la répartition des aides publiques dans le contexte de la COVID-19. La BCE confie aux banques centrales nationales le soin de choisir les bénéficiaires d'aides, sans toutefois leur imposer d'exigences ou de restrictions quant à la sélection des obligations (en d'autres termes, le CSPP « ne fait pas de distinction entre les activités économiques des émetteurs » et « ne pratique pas de discrimination positive ou négative fondée sur des critères environnementaux ou sociaux »[38]).

C. SE SERVIR DE LA CRISE POUR RETARDER L'ACTION CLIMATIQUE ET FAIRE AVANCER LA DÉRÉGLEMENTATION EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

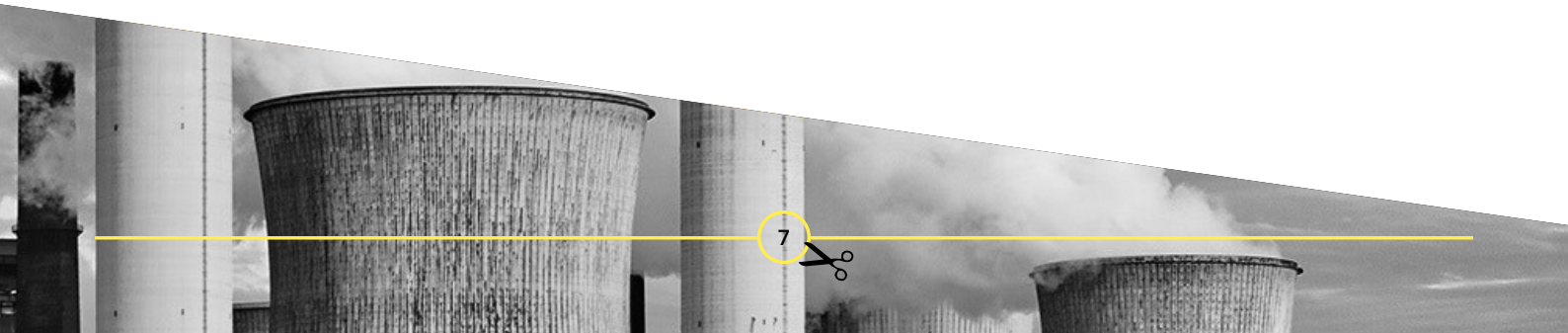
Qu'elle cherche à retarder l'adoption de la législation sur le climat, à faire reculer d'importantes réglementations environnementales ou à réclamer des reconductions de projets d'énergies fossiles, l'industrie ne laisse pas passer cette opportunité unique qu'est la pandémie pour entonner son couplet habituel sur la « réduction de la bureaucratie verte ».

Au **NIVEAU DE L'UE,** BusinessEurope, véritable mastodonte du lobbying, avec dans son Groupe Consultatif des noms tels que BP, ExxonMobil, Shell et Total, a écrit au Conseil européen en mars dernier, afin d'exiger des « dérogations temporaires aux exigences réglementaires normales » et le report des « initiatives de l'UE susceptibles d'augmenter les coûts des entreprises ».[39] En avril, c'est au Vice-président de la Commission Frans Timmermans que le lobby s'adressait pour lui demander que soient mises en suspens les initiatives de l'UE sans rapport direct avec la crise sanitaire et économique, y compris des pans essentiels du Green Deal européen telle la loi sur le climat.[40] Le même mois, Naturgy invitait la Commissaire à l'énergie, Mme Simson, à faire preuve de plus de souplesse dans la prolongation des délais stipulés par les plans nationaux sur l'énergie et le climat « afin de relever les défis post-COVID-19 » — ce qui revient en substance à repousser l'échéance des objectifs climatiques de 2030.[41]

En **ITALIE,** le secteur de l'énergie a profité de la pandémie pour réitérer ses appels à une plus grande déréglementation en matière d'environnement, affirmant qu'une telle mesure aiderait l'Italie à surmonter la crise et à atteindre ses objectifs climatiques. À maintes reprises déjà, Confindustria, le plus grand lobby industriel transalpin, a exhorté le sénat italien à simplifier les procédures d'évaluation d'incidence sur l'environnement (EIE) dans le cadre du plan de relance élaboré par le gouvernement.[42] En mars, Confindustria Energia — dont sont membres Anigas (gaz), Assocarboni (charbon) et Unione Petrolifera (pétrole) — a publié un rapport avec la Snam portant sur les infrastructures énergétiques pour le redressement de l'Italie. Au programme, des propositions de changements réglementaires, dont la réduction des délais pour les EIE, des procédures accélérées dans le domaine des infrastructures énergétiques et des modalités spéciales pour les projets — tels que nouveaux gazoducs et terminaux GNL — intégrés au plan climat de l'Italie.[43] Des revendications en grande partie satisfaites par un nouveau décret gouvernemental qui accélère les EIE, écourte le délai de consultation publique et modifie les procédures d'autorisation pour les conversions de charbon en gaz et les infrastructures gazières.

La Snam est l'un des principaux actionnaires de TAP AG, la société chargée de la construction du Trans-Adriatic Pipeline. En juin 2020, cette entreprise, qui estimait que la pandémie risquait d'avoir des retombées échappant à son contrôle, a demandé et obtenu du régulateur italien une nouvelle prolongation — dernière en date d'une longue série — pour mener à bien la construction de ce gazoduc dont la facture s'élève à 4,5 milliards d'euros. La COVID-19 a en fait servi à justifier les retards accumulés en raison d'une fronde locale et d'actions en justice intentées à l'encontre de TAP.[44] On a également assisté, de la part de l'industrie fossile, à d'inquiétantes tentatives — sans succès pour le moment — d'utiliser la pandémie comme un moyen de pression pour obtenir la levée du moratoire sur les concessions de pétrole et de gaz en mer Adriatique, en vigueur depuis 2019.[45]

En **FRANCE,** le déclenchement de la pandémie s'est accompagné d'une levée de boucliers contre les réglementations sur l'environnement et le climat de la part de l'Afep, le lobby des grandes entreprises françaises (dont font partie Engie, Total et Shell[46]), et du Medef.[47] Une stratégie rapidement supplantée par une autre, bien plus insidieuse, consistant à se présenter comme d'ardents défenseurs de la transition énergétique tout en continuant à faire campagne contre les règles environnementales contraignantes et à promouvoir des palliatifs technologiques (non sans succès comme en témoigne le report de la suppression d'une niche fiscale accordée au diesel non routier[48]). La filière des combustibles fossiles s'est également mobilisée contre une autre proposition de mesure climatique : dans une publication du mois de juin, la « Convention citoyenne sur le climat » préconisait notamment d'interdire les systèmes de chauffage à base de carburants fossiles. Le lobby du fioul domestique a fait valoir qu'une telle interdiction ne devrait pas s'appliquer aux systèmes de chauffage fonctionnant avec 70 % de fioul et 30 % de biocarburant, une solution que le lobby s'emploie à présenter comme verte — on ignore encore si la démarche a abouti.[49]



D. FACILITÉ D'ACCÈS POUR L'ÉNERGIE SALE ALORS QUE LA TRANSPARENCE RÉGRESSE

À mesure que les lobbys des combustibles fossiles voyaient dans la pandémie un moyen de se rapprocher des décideurs pour les influencer, la crise de la COVID-19 a provoqué un recul de la transparence en Europe.

Au **NIVEAU DE L'UE,** entre le 23 mars et le 26 mai 2020, l'on a recensé pas moins de 25 rendez-vous entre des lobbyistes à la solde de la filière et de hauts fonctionnaires de la Commission, en charge de l'élaboration de politiques climatiques et énergétiques.[50] Cela représente trois rendez-vous par semaine au cours de la période de confinement, avec, parmi les noms concernés, des pollueurs notoires tels que Total, Shell, FuelsEurope, Cefic et Hydrogen Europe. Ces mercenaires des énergies fossiles sont même parvenus à convaincre des fonctionnaires très haut placés d'intervenir lors d'événements en ligne faisant la promotion de fausses solutions (voir encadré 1). Ainsi, au mois de mai, le lobby du gaz Eurogas a organisé une rencontre virtuelle avec en vedette l'attaché allemand pour l'énergie auprès de l'UE, qui n'a fait aucun mystère de l'orientation pro-hydrogène de l'UE.[51] En juin, c'était au tour de la Commissaire Simson de prendre la parole lors d'un événement virtuel parrainé par Shell,[52] avant de participer en juillet à deux séances photos pour le géant pétrolier, allant jusqu'à tweeter des clichés d'elle-même arborant le logo de l'entreprise et faisant la promotion de l'hydrogène.[53] Le même mois, Simson et deux autres Commissaires s'exprimaient aux côtés de Hydrogen Europe lors du lancement virtuel de l'European Clean Hydrogen Alliance (qui compte parmi ses membres Total, BP, Shell, Eurogas, IOGP, etc.) dans les locaux de la Commission.[54]

Et si encore il n'était question que de rendez-vous et autres cosy-events avec l'industrie des énergies fossiles. Mais en avril 2020, au plus fort de l'épidémie, la Commission européenne a tout simplement fermé les yeux sur un conflit d'intérêts flagrant en choisissant comme conseiller sur les questions de pratiques bancaires durables, BlackRock, un fonds américain qui figure parmi les principaux bailleurs de l'industrie fossile dans le monde.[55] En juillet, Josep Borrell, Vice-président de la Commission, chargé des affaires étrangères, a jugé opportun de choisir comme conseiller spécial un membre du conseil d'administration d'Eni.[56]

Le **PORTUGAL** a pour sa part confié son plan de relance à un patron du pétrole. António Costa Silva, directeur général de la compagnie pétrolière et gazière Partex, a été nommé par le gouvernement lusitanien pour élaborer la « vision stratégique » du plan de relance économique du Portugal en réponse à la COVID-19.[57] Une fois assuré par le Ministre de l'Environnement que sa position de patron dans le secteur pétrolier n'avait rien d'incompatible avec l'agenda climat, Costa Silva s'est glissé dans la peau d'un consultant — ou « paraministre » — ayant, semble-t-il, des rendez-vous avec des ministres et accompagnant le Premier ministre lors de rencontres avec les entreprises.[58] Ce dirigeant d'une société pétrolière s'est défendu de tout conflit d'intérêts alors même que le plan couvre des domaines tels que la transition énergétique, la décarbonation et les infrastructures. On parle tout de même d'un homme qui s'est publiquement indigné d'une décision du gouvernement de mettre en place un moratoire sur toutes les nouvelles explorations pétrolières et gazières en Algarve.[59] Le plan de relance issu de ses travaux — qui, sans surprises, fait la part belle à l'hydrogène (voir partie A) — a été vivement critiqué par les groupes de défense de l'environnement.[60]

L'ITALIE aussi entretient des rapports étroits avec le secteur des combustibles fossiles, plusieurs membres de l'exécutif italien — et le chef de cabinet du Commissaire européen à l'énergie — s'étant exprimés aux côtés du directeur exécutif de la Snam à l'occasion d'un webinaire visant à promouvoir les infrastructures énergétiques en faveur de la relance de l'Italie, webinaire organisé en juillet par la Snam avec le concours de Confindustria Energia.[61] En août, le Ministre italien du Développement économique s'est entretenu avec les responsables de la filière fossile à propos de projets susceptibles de bénéficier des fonds de relance de l'UE (voir partie B).

ENCADRÉ 3 : LA TRANSPARENCE AFFAIBLIE AU MOMENT OÙ L'ON EN A LE PLUS BESOIN

Depuis le début de la crise sanitaire, une tendance inquiétante semble se dessiner en Europe : les règles établies en matière de transparence et de liberté de l'information sont mises à mal, au moment même où le droit de regard du public n'a jamais paru aussi précieux. Les gouvernements de la **BULGARIE, DE LA ROUMANIE ET DE LA HONGRIE** ont multiplié par deux voire trois le temps alloué aux organismes publics pour donner suite aux demandes de renseignements. **L'ITALIE ET L'ESPAGNE** sont allées encore plus loin en suspendant purement et simplement leur loi sur la liberté de l'information[62] tandis que la **FRANCE** prolongeait de plusieurs mois les délais accordés pour l'inscription au registre des lobbyistes et le dépôt des déclarations d'intérêt des responsables publics.[63] L'Institut international de la presse a mis en garde contre les dysfonctionnements de la liberté de l'information qui entravent l'accès des médias à l'information et soustraient les gouvernements à tout examen ou critique.[64]

Au **NIVEAU DE L'UE,** la transparence en ligne concernant les rendez-vous de la Commission avec des lobbys était loin d'être idéale au moment où la pandémie s'est déclarée.[65] La Médiatrice européenne a exhorté les institutions de l'UE à garantir « des normes élevées en matière de transparence, non pas malgré, mais précisément à cause de la crise. »[66] En avril 2020, elle a invité la Commission et le Conseil à rendre toutes les décisions liées à la pandémie aussi transparentes que possible et insisté sur la nécessité de rendre compte des décisions touchant au climat, au travers « d'un réel accès public aux documents et de rapports transparents avec les lobbyistes », y compris lors de rendez-vous virtuels.[67] Cela n'a pas empêché la Commission de déclarer, au mois de mai, que les réunions en ligne, toute caméra éteinte, n'apparaîtraient pas en tant que rendez-vous avec des lobbys dans le calendrier des Commissaires.[68] En juillet, la Médiatrice déplorait « des retards plus importants dans la déclaration des rendez-vous, une baisse du nombre de rendez-vous déclarés » et des preuves de rencontres entre la Commission et des lobbyistes ne figurant pas au Registre de Transparence.[69] Elle a également ouvert une enquête sur la transparence du processus décisionnel du Conseil en temps de crise et lancé une initiative stratégique chargée d'étudier la transparence des mesures d'intervention contre la COVID-19 prises par la Banque européenne d'investissement.[70]

CONCLUSION

Dans le cadre des mesures de relance post-COVID-19, les entreprises des énergies fossiles et les lobbys dévoués à leurs intérêts ne cessent de prôner de fausses solutions — pensées pour préserver le statuquo et leurs pratiques polluantes. Ils sont parvenus à s'arroger des fonds publics de sauvetage, nous condamnant ce faisant à utiliser toujours plus de combustibles fossiles. La tendance est flagrante au niveau de l'UE comme dans divers États membres, tout comme les tentatives de cette filière d'exploiter une crise sanitaire sans précédent pour retarder l'action en faveur du climat et obtenir plus de déréglementation dans le domaine de l'environnement. La pandémie a en outre eu pour corollaires un net recul de la transparence, une plus grande facilité d'accès et des relations privilégiées avec des décideurs de haut niveau, peu soucieux, semble-t-il, des conflits d'intérêts ; un cocktail explosif en soi.

Les grandes entreprises — dont l'industrie des combustibles fossiles — sont passées maîtres dans l'art de rentabiliser les crises, leur succès en la matière s'expliquant en partie par leur accès simplifié et leur influence démesurée. La pandémie de COVID-19 a apporté son lot de souffrances, d'infortunes et d'insécurité financière, frappant très durement les plus démunis. Nous avons à présent besoin, non pas des mesures de sauvetage de ces grandes sociétés, qui tirent profit de la destruction de notre climat, mais de plans de relance centrés sur les intérêts des populations et de la planète. Or, tant que les puissants intérêts des combustibles fossiles auront l'oreille des décideurs et exerceront sur eux une influence aussi importante, celle-ci transparaîtra forcément dans leurs décisions.

Pour répondre à l'urgence climatique et faire en sorte que les politiques en la matière et la relance post-COVID-19 soient menées uniquement dans l'intérêt du public, il faut en évincer les intérêts des combustibles fossiles, à l'instar des restrictions imposées à l'industrie du tabac. Les mois et les années à venir vont être fondamentaux pour redéfinir nos économies et notre société. Plus que jamais, **la politique doit s'affranchir des énergies fossiles.** C'est pourquoi nous **exigeons** des gouvernements et des institutions démocratiques qu'ils s'emploient à :

1

Édifier un garde-fou pour interdire à l'industrie fossile l'accès aux processus de décision : fin des de rendez-vous de lobbying ; des siège au sein des comités d'experts et de conseil ; pas de rôle auprès des organismes de recherche gouvernementaux.

2

S'attaquer aux conflits d'intérêt des décideurs : pas de conflits d'intérêts, pas de porte tournante entre la fonction publique et l'industrie des combustibles fossiles ; pas d'emplois ou de placements secondaires dans l'industrie ; pas d'embauche de consultants de l'industrie.

3

En finir avec le traitement de faveur réservé à l'industrie fossile : pas de participation aux négociations sur le climat ; pas de place au sein des délégations gouvernementales prenant part aux négociations internationales ou aux missions commerciales ; fin des subventions et incitatifs relatifs à l'utilisation des combustibles fossiles ou aux activités qui encouragent ou perpétuent le recours aux énergies fossiles.

4

Rejeter les partenariats avec l'industrie fossile : pas de commandite ou de partenariat ; pas de plateforme de partage avec des représentants de l'industrie ; pas d'événement de l'industrie ni de participation à de tels événements ; pas de dons aux partis ou candidats.[71]

ENDNOTES

1 Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, situation mondiale COVID-19 au 15 septembre 2020, https://www.ecdc.europa.eu/en/geographical-distribution-2019-ncov-cases

2 Burström, Bo., Tao, Wenjing., Social determinants of health and inequalities in COVID-19, European Journal of Public Health, Vol. 30, n° 4, août 2020, pages 617–618, https://academic.oup.com/eurpub/advance-article/doi/10.1093/eurpub/ckaa095/5868718?searchresult=1

3 Fossil Free Politics, Big Oil and gas buying influence in Brussels, octobre 2019, http://www.fossilfreepolitics.org/research.pdf

4 Confindustria Energia, Infrastrutture energetiche per l'Italia e per il Mediterraneo, mars 2020, https://www.confindustriaenergia.org/wp-content/uploads/2020/04/CE_Infrastrutture-energetiche-per-lItalia-e-per-il-Mediterraneo_compressed.pdf voir p.15

5 Ravennanotizie, L'annuncio del Premier Conte: a Ravenna il più grande centro al mondo di cattura e stoccaggio di Co2, juin 2020, https://www.ravennanotizie.it/economia/2020/06/22/lannunci-del-premier-conte-a-ravenna-il-piu-grande-centro-al-mondo-di-cattura-e-stoccaggio-di-co2/

6 FoEE, False Solutions, https://www.foeeurope.org/false-solutions

7 Jacobson, Mark Z., The health and climate impacts of carbon capture and direct air capture, in Energy Environ. Sci., 2019,12, 3567-3574, https://pubs.rsc.org/en/Content/ArticleLanding/2019/EE/C9EE02709B#!divAbstract; IEEFA, Report: 'Holy Grail' of carbon capture continues to elude coal industry; 'cautionary tale' applies to domestic and foreign projects alike, novembre 2018, https://ieefa.org/ieefa-report-holy-grail-of-carbon-capture-continues-to-elude-coal-industry-cautionary-tale-applies-to-domestic-and-foreign-projects-alike/

8 Food and Water Watch, The Case Against Carbon Capture: False Claims and New Pollution, mars 2020, https://www.foodandwaterwatch.org/insight/case-against-carbon-capture-false-claims-and-new-pollution

9 CEO, A grey deal? Fossil fuel fingerprints on the European Green Deal, juillet 2020, https://corporateeurope.org/en/a-grey-deal; S&P Global, Hydrogen needs to replace fossil fuels in industrial applications to meet climate goals: report, janvier 2020, https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/electric-power/013020-hydrogen-needs-to-replace-fossil-fuels-in-industrial-applications-to-meet-climate-goals

10 Costa Silva, António, Visão Estratégica para o Plano de Recuperação Económica de Portugal 2020-2030, juillet 2020, https://www.portugal.gov.pt/download-ficheiros/ficheiro.aspx?v=2aed9c12-0854-4e93-a607-93080f914f5f

11 Association française du gaz, L'industrie gazière française appelle au développement de l'hydrogène pour combiner réindustrialisation et décarbonation, juillet 2020, https://www.afgaz.fr/industrie-gaziere-francaise-appelle-au-developpement-de-lhydrogene-pour-combiner-0; Rencontres en ligne organisées par le cabinet de lobbying M&M Conseil, TR#3 Rencontres digitales de l'Énergie, juin 2020, https://www.mmconseil.com/evenement/tr3-rencontres-digitales-de-lenergie/, TR#3 Rencontres digitales pour la Relance économique, juillet 2020, https://www.mmconseil.com/evenement/tr2-rencontres-digitales-pour-la-relance-economique/

12 Eurogas, Hydrogen Europe, ENTSO-G, et al, Joint Letter: Invest in European Leadership, Invest in Sustainability, Invest in European Decarbonisation Technology, avril 2020, https://www.euturbines.eu/cms/upload/Joint_letter_Covid-19_Recovery_plan.pdf

13 FoI released document Ares(2020)2400254

14 CEO, A grey deal?, ibid.

15 FoI released document Ares(2020)2468039

16 FoI released document Ares(2020)2487076

17 FoI released document Ares(2020)2669531; BusinessEurope, BusinessEurope Proposals for a European Economic Recovery Plan, avril 2020, https://www.businesseurope.eu/sites/buseur/files/media/position_papers/businesseurope_recovery_plan_final_30_04_2020_v2.pdf

18 FoI released document Ares(2020) 2644229; Energy Transitions Commission, Commissioners, http://www.energy-transitions.org/who-we-are

19 Eni, Eurogas, ExxonMobil, IOGP, et al, Letter to Commission President Ursula von der Leyen, Subject: Wide industry coalition call for a Hydrogen Strategy inclusive of all clean hydrogen pathways, juin 2020, https://www.politico.eu/wp-content/uploads/2020/06/Hydrogen-Letter-to-President-von-der-Leyen-20200624.pdf

20 European Commission, Supporting climate action through the EU budget, https://ec.europa.eu/clima/policies/budget/mainstreaming_en

21 Reclaim Finance, Behind the curtains: When the gas and nuclear lobbies reshape the EU sustainable taxonomy, août 2020, https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2020/08/Reclaim-Finance-Media-Briefing-EU-Sustainable-Taxonomy-1.pdf

22 Reuters, Gas and nuclear industries fight to the end for 'green' EU investment label, août 2020, https://www.reuters.com/article/us-europe-finance-lobbying-analysis/gas-and-nuclear-industries-fight-to-the-end-for-green-eu-investment-label-idUSKBN25L0GA

23 Voir également Greenpeace, Coronavirus Recovery: A Free Ride for Polluters, juin 2020, https://storage.googleapis.com/planet4-netherlands-stateless/2020/06/f3a54f1f-report-covid-recovery.pdf

24 ICO (Official Credit Institute), https://www.ico.es/en/web/ico_en/about-ico; SEPI (State Society of Industrial Participations), http://www.sepi.es/en

25 El Salto, Dinero público que no cuida: ¿a qué empresas se está rescatando?, mai 2020, https://www.elsaltodiario.com/multinacionales/dinero-publico-que-no-cuida-a-que-empresas-se-esta-rescatando-

26 El Pais, El Gobierno lanzará una nueva línea de avales de 40.000 millones para financiar la economía digital y la ecológica, juillet 2020, https://elpais.com/economia/2020-07-02/el-gobierno-lanzara-una-nueva-linea-de-avales-de-40000-millones-para-financiar-la-economia-digital-y-la-ecologica.html

27 Maire Tecnimont, Maire Tecnimont strengthened by financing guaranteed by SACE, juillet 2020, https://www.mairetecnimont.com/en/media/press-releases/maire-tecnimont-strengthened-financing-guaranteed-sace

28 Il Sole 24 Ore, Recovery, stretta per le partecipate Piani entro agosto, août 2020, http://www.utilitalia.it/dms/file/open/?7373fef7-67ea-4731-a53a-f0ae179d8de2

29 SACE, Annual Report 2019 https://www.sacesimest.it/docs/default-source/gruppo-in-cifre/2019/annual-report-2019.pdf?sfvrsn=b0f4dfbe_2; SACE SIMEST (CDP Group) and Novatek sign a Memorandum of Strategic Cooperation to facilitate business collaboration for future projects, as well the Arctic LNG 2 project, 2018, https://www.sacesimest.it/en/media/sace-simest-(cdp-group)-and-novatek-sign-a-memorandum-of-strategic-cooperation-to-facilitate-business-collaboration-for-future-projects-as-well-the-arctic-lng-2-project; Banktrack, Odebrecht corruption in Dominican Republic – Five European banks urged to pull out of dirty coal plant financing, 2017, https://www.banktrack.org/article/odebrecht_corruption_in_dominican_republic_five_european_banks_urged_to_pull_out_of_dirty_coal_plant_financing

30 Reuters, Cdp, apporto iniziale da almeno 4 mld per «Patrimonio Rilancio» – fonti, mai 2020, https://it.reuters.com/article/idITKBN22X1ZO

31 Les aides publiques accordées à l'automobile (Renault et ses fournisseurs) et à l'aviation (Air France et le secteur aéronautique) posent elles aussi problème, en raison de l'absence de critères environnementaux conditionnant ces aides (la seule contrepartie pour les entreprises étant de prendre des « engagements » verts non officiels, verbaux ou sans véritable portée). La France a également été pointée du doigt pour son manque de transparence dans la « cogestion » et la conception des mesures de sauvetage et de relance, dans le cadre d'un tête-à-tête entre le gouvernement et l'industrie, sans que les syndicats, la société civile ou le Parlement aient leur mot à dire. Voir notamment Observatoire des multinationales, Après «le monde d'après», juillet 2020, https://multinationales.org/Apres-le-monde-d-apres and Qui façonne «le monde d'après»?, juin 2020, https://multinationales.org/Qui-faconne-le-monde-d-apres; Amis de la Terre France and Observatoire des multinationales, Lobbying: l'épidémie cachée, juin 2020, https://multinationales.org/Lobbying-l-epidemie-cachee; Amis de la Terre France, Un chèque de 20 milliards d'euros aux grands pollueurs, sans condition, https://www.amisdelaterre.org/lassemblee-nationale-sapprete-a-signer-un-cheque-aux-grands-pollueurs-sans-condition/

32 Amis de la Terre France, avril 2020, L'Etat au secours des parapétroliers français sans condition?, https://www.amisdelaterre.org/communique-presse/letat-au-secours-des-parapetroliers-francais-sans-condition/

33 Observatoire des multinationales, Crise du Covid-19 : l'aide financière publique cachée à Total, Sanofi et consorts, mai 2020, https://multinationales.org/Crise-du-covid-19-l-aide-financiere-publique-cachee-a-Total-Sanofi-et-consorts

34 Enerdata, France will invest €7.2bn by 2030 to support hydrogen production, septembre 2020, https://www.enerdata.net/publications/daily-energy-news/france-will-invest-eu72bn-2030-support-hydrogen-production.html
NB. La France continue elle aussi de soutenir les projets gaziers dans les régions où elle a des intérêts comme au Mozambique, où l'agence 'Business France' est en charge de l'organisation des 'French Gas Days' en 2021, https://www.businessfrance.fr/french-gas-days-mozambique#

35 OpenDemocracy, How big polluters are profiting from European public aid, juin 2020, https://www.opendemocracy.net/en/oureconomy/how-big-polluters-are-profiting-european-public-aid/

36 ODG, Big corporations profiting from ECB's Covid19 emergency program PEPP, juin 2020, https://odg.cat/en/mapes/corporations-ecb-pepp/

37 OpenDemocracy, ibid.

38 ECB, Corporate sector purchase programme (CSPP) – Q&A, avril 2020, https://www.ecb.europa.eu/mopo/implement/omt/html/cspp-qa.en.html

39 BusinessEurope, ASGroup - our partner companies, https://www.businesseurope.eu/about-us/asgroup-our-partner-companies; Message lors de la visioconférence des membres du Conseil européen du 26 mars 2020 : Overcoming the COVID-19 crisis and focussing on the essential, mars 2020, https://www.businesseurope.eu/sites/buseur/files/media/public_letters/dirgen/2020-03-24_message_to_the_spriing_european_council_26_march_2020.pdf

40 BusinessEurope, Letter to Vice-President Frans Timmermans, avril 2020, https://www.businesseurope.eu/sites/buseur/files/media/public_letters/iaco/2020-04-10_businesseurope_letter_environment_and_climate_consultations_and_regulations_-_executive_vp_timmermans.pdf

41 FoI released document Ares(2020)2400254

42 Confindustria, Submission to Industry, Commerce and Tourism Commission, juin 2020, https://www.businesseurope.eu/sites/buseur/files/media/public_letters/iaco/2020-04-10_businesseurope_letter_environment_and_climate_consultations_and_regulations_-_executive_vp_timmermans.pdf ;
Submission to Budget Commission mars 2020 https://www.confindustria.it/wcm/connect/bc2206b9-5a51-46d5-8ed3-e22d30ddc997/Coronavirus-Memoria+Confindustria+Senato.docx.pdf?MOD=AJPERES&CONVERT_TO=url&CACHEID=ROOTWORKSPACE-bc2206b9-5a51-46d5-8ed3-e22d30ddc997-n3a9odi

43 Confindustria Energia, ibid.

44 Energy World, Italy regulator grants TAP AG more time for first gas delivery, juillet 2020, https://www.energyworldmag.com/italy-regulator-grants-tap-ag-more-time-for-first-gas-delivery/; Linked-In, Snam S.p.A (profil public), https://www.linkedin.com/company/snam-s-p-a-, Hurriyet Daily News, Trans Adriatic Pipeline to cost 4.5 billion euros: Project chief, janvier 2017, https://www.hurriyetdailynews.com/trans-adriatic-pipeline-to-cost-45-billion-euros-project-chief-109179; Energy Regulators' Joint Opinion on TAP AG's request for a prolongation of the validity period of the Exemption Decision, juin 2020, https://www.arera.it/allegati/docs/20/231-20all.pdf

45 Dans un courrier adressé au Ministère du développement économique, la Ravenna Offshore Contractors Association (ROCA) a réclamé l'abrogation pure et simple de ce moratoire. Une initiative soutenue par le camp conservateur (la Lega notamment a appuyé la demande de la ROCA), mais qui à ce jour n'est pas parvenue à faire plier le Parlement. Voir : e-gazette, Paura. Le imprese del petrolio offshore scrivono al ministero: settore azzerato, mars 2020, https://www.e-gazette.it/sezione/energia/paura-imprese-petrolio-offshore-scrivono-ministero-settore-azzerato; ATTO SENATO, Interrogazione A Risposta Scritta 4/03362, mai 2020, http://aic.camera.it/aic/scheda.html?core=aic&numero=4/03362&ramo=S&leg=18; Energia Oltre, Trivellazioni, Lega chiede al governo di rivedere la moratoria, mai 2020, https://energiaoltre.it/trivellazioni-lega-chiede-al-governo-di-rivedere-la-moratoria/

46 AFEP, Nos adhérents, https://afep.com/afep/

47 Voir en général Amis de la Terre France et Observatoire des multinationales, Lobbying : l'épidémie cachée, ibid.

48 Le Figaro, Fiscalité du gazole: le gouvernement favorable à un report d'un an, juin 2020, https://www.lefigaro.fr/flash-eco/fiscalite-du-gazole-le-gouvernement-favorable-a-un-report-d-un-an-20200618

49 EuroPetrole, FF3C: Accélérer la transition vers le biofioul de chauffage, une solution durable et pertinente pour les territoires, juillet 2020, https://www.euro-petrole.com/accelerer-la-transition-vers-le-biofioul-de-chauffage-une-solution-durable-et-pertinente-pour-les-territoires-n-f-20891

50 CEO, A grey deal?, ibid., Meeting numbers from online agendas of Commission President von der Leyen, Vice President for European Green Deal Timmermans, Energy Commissioner Simson, their Cabinets, and the directors-general for Energy and Climate, Juul-Jørgensen and Petriccione.

51 Eurogas, Let's Meet! Online event 'Can Europe Reach Climate Neutrality Without Gas Targets?' mai 2020, https://eurogas.org/event/lets-meet-online-event-can-europe-reach-climate-neutrality-without-targets/

52 Politico, Energy Visions Series – Achieving climate neutrality by 2050: which pathway for Europe? juin 2020, https://www.politico.eu/event/achieving-climate-neutrality/

53 @KadriSimson sur Twitter, juillet 2020, https://twitter.com/KadriSimson/status/1280191029128368128 et https://twitter.com/KadriSimson/status/1280191029128368128

54 European Commission, Webcast: Kick-Off Meeting of European Clean Hydrogen Alliance, juillet 2020, https://webcast.ec.europa.eu/kick-off-meeting-of-clean-hydrogen-alliance

55 CEO, Time to block BlackRock, juillet 2020, https://corporateeurope.org/en/2020/07/time-block-blackrock; Fossil Free Funds, BlackRock Global Allocation Fund, https://fossilfreefunds.org/fund/blackrock-global-allocation-fund/MDLOX/fossil-fuel-investments/FSUSA001KX/FOUSA00DFS

56 Commission européenne, Conseillers spéciaux à la Commission européenne, Borrel : Mme Nathalie Tocci : Pour conseiller le HR/VP sur l'élaboration de la stratégie globale de l'UE,https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/service-standards-and-principles/transparency/special-advisers_en; Eni, Conseil d'administration, Nathalie Tocci, https://www.eni.com/en-IT/about-us/governance/board-of-directors/biographies.html/nathalie-tocci; @NathalieTocci sur Twitter, juillet 2020, https://twitter.com/nathalietocci/status/1281461377031380994?lang=en

57 Euractiv, Costa e Silva: Portugal's surprising choice for new economic masterplan, juin 2020, https://www.euractiv.com/section/economy-jobs/news/costa-e-silva-portugals-surprising-choice-for-new-economic-masterplan/; Portuguese government, Visão Estratégica para o Plano de Recuperação Económica de Portugal 2020-2030, juin 2020, https://www.portugal.gov.pt/pt/gc22/comunicacao/documento?i=visao-estrategica-para-o-plano-de-recuperacao-economica-de-portugal-2020-2030

58 Expresso, Costa chama independente para 'salvar' a economia, mai 2020, https://leitor.expresso.pt/semanario/semanario2483-1/html/primeiro-caderno/politica/costa-da-negociacao-do-plano-de-retoma-a-um-paraministro

59 Esquerda, Governo escolhe presidente de petrolífera para "paraministro" de retoma económica, mai 2020, https://www.esquerda.net/artigo/governo-escolhe-presidente-de-petrolifera-para-paraministro-de-retoma-economica/68249

60 Zero, Usando um semáforo, maioria das medidas da Visão Estratégica 2030 estão a laranja ou vermelho, août 2020, https://zero.ong/zero-usando-um-semaforo-maioria-das-medidas-da-visao-estrategica-2030-estao-a-laranja-ou-vermelho/

61 Confindustria Energia, Infrastrutture Energetiche per la Ripresa Dell'italia e per Lo Sviluppo del Mediterraneo, webinaire, juillet 2020, https://www.confindustriaenergia.org/wp-content/uploads/2020/07/20200722_Programma-Infrastrutture-ConfEnergia.pdf

62 Vita, Chi controlla il controllore? L'emergenza si mangia la trasparenza: sospeso il FOIA, avril 2020, http://www.vita.it/it/article/2020/04/01/chi-controlla-il-controllore-lemergenza-si-mangia-la-trasparenza-sospe/154807/?fbclid=IwAR0w-79XfFQGIsaOktVsGvsq8OG0nJ8ogAjvPZYrbMpGa6OJEtdeefRneTA; Access Info, Spanish Government urged to guarantee the right of access to information during the Covid-19 crisis, avril 2020, https://www.access-info.org/blog/2020/04/27/spain-guarantee-access-information-covid19/

63 Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), Mesures exceptionnelles COVID-19: extension des délais de dépôt dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, mai 2020, https://www.hatvp.fr/presse/prolongation-des-delais/

64 IFEX, COVID-19: Deadlines for FOI requests extended or suspended across Europe, juin 2020, https://ifex.org/covid-19-deadlines-for-foi-requests-extended-or-suspended-across-europe/

65 CEO, Coronawash alert! How corporate lobbyists are cynically exploiting the pandemic, avril 2020, https://corporateeurope.org/en/2020/04/coronawash-alert; POLITICO EU Influence: Crisis communication — Corona-lobbying —Community spirit, mars 2020,https://www.politico.eu/newsletter/politico-eu-influence/crisis-communication-corona-lobbying-community-spirit/

66 European Ombudsman, Letter to the European Investment Bank concerning the transparency of the EIB's COVID-19 crisis response, juillet 2020, https://www.ombudsman.europa.eu/en/correspondence/en/130527

67 European Ombudsman, Ombudsman asks EU institutions to ensure transparency of EU COVID-19 response, avril 2020, https://www.ombudsman.europa.eu/en/news-document/en/127058?utm_source=some_EO&utm_medium=tw_organic&utm_campaign=COVID19transparency_EC%26Council_letters

68 Politico, POLITICO EU Influence: Cameras off — College cronyism controversy — Banking lobbyist rebuked, mai 2020, https://www.politico.eu/newsletter/politico-eu-influence/politico-eu-influence-cameras-off-college-cronyism-controversy-banking-lobbyist-rebuked-2/?utm_source=POLITICO.EU&utm_campaign=3cb2198384-EMAIL_CAMPAIGN_2020_09_04_09_59&utm_medium=email&utm_term=0_10959edeb5-3cb2198384-189897157

69 European Ombudsman, Letter to the European Commission concerning the transparency of the EU response to the COVID-19 crisis, juillet 2020, https://www.ombudsman.europa.eu/en/correspondence/en/130853

70 European Ombudsman, European Ombudsman carries out a series of inquiries and initiatives into the COVID-19 response in the EU administration, août 2020, https://www.ombudsman.europa.eu/en/news-document/en/130991

71 Fossil Free Politics: In depth demands, http://www.fossilfreepolitics.org/demands.pdf

CREDITS

CONTACT: info@fossilfreepolitics.org

RESEARCH: Rachel Tansey based on contributions from Corporate Europe Observatory, Re:Common, Obervatory del Deute en la Globalització and Observatoire des Multinationales

EDITING: Rachel Tansey

DESIGN: Noble Studio

OCTOBER 2020

WWW.FOSSILFREEPOLITICS.ORG

Friends of the Earth Europe

GREENPEACE

Corporate Europe Observatory

FOOD & WATER ACTION EUROPE

Les Amis de la Terre France

Observatoire des Multinationales
social, écologique, politique

RE:COMMON

ODG
Observatori del Deute en la Globalització

FOSSIL FREE POLITICS